

PETRAM S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Siège social: 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 22 DECEMBRE 2016

NUMERO 3189/16

L'an deux mille seize, le vingt-deux décembre.

Par devant Maître **Blanche MOUTRIER**, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. **Monsieur Frédéric PARE**, administrateur de société, né le 9 juillet 1962 à Roubaix, France, domicilié au 18 rue Ville de l'Evêque, F-75008 Paris, France.
2. **Monsieur Arthur PARE**, dirigeant d'entreprise, né le 10 février 1993 à Lille, France, domicilié au 18 rue Ville de l'Evêque, 75008 Paris, France.

Ici représentés par Madame Ingrid LAFOND, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée *ne varietur* par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "**PETRAM S.à r.l.**" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie

par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la **Loi**), ainsi que par les présents statuts (les **Statuts**).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à **Luxembourg**, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans ladite commune ou dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil de gérance qui sera alors autorisé à modifier les Statuts pour qu'ils tiennent compte de la réalisation du transfert.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet social de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière des actions ou des parts sociales, certificats de dépôt, obligations, créances, billets à ordre et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes et pourra effectuer ses activités par le biais de filiales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.2 La Société pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise, et pourra investir de quelque façon

que ce soit et dans n'importe que type d'actifs.

3.3 La Société peut emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit, et lever des fonds, soit par voie d'offre publique, et procéder par placement privé à l'émission d'obligations, billets à ordre, titres d'emprunt, et tout autre type de titre de dette ou de participation, convertible ou non.

3.4 D'une manière générale, elle pourra prêter assistance (soit par le biais de prêts, de cautions, de gages ou de toute autre forme de sûretés, d'engagement personnel ou de nantissement sur tout ou partie de ses participations ou actifs) à toute société appartenant au même groupe de sociétés que la Société, ou à d'autres sociétés dans lesquelles la Société a un intérêt, ou toute autre société, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et, nonobstant ce qui précède, exécuter de manière accessoire à cette assistance toutes opérations d'administration, de gérance, de conseil et de marketing pour toute société affiliée qu'elle estimera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet.

3.5 L'objet de la société inclut également la détention de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle tels que des marques, des brevets et des noms de domaine.

3.6 La Société peut employer toutes techniques et instruments en relation ou en lien avec chacun de ses investissements dans le cadre d'une gestion efficace, incluant sans limitation les techniques et instruments destinés à la protection de la Société contre prêts, change de devises, risques liés aux taux d'intérêts et de tous autres risques.

3.7 La Société peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, techniques ou financières, en rapport direct ou indirect avec les domaines décrits ci-dessus, afin de faciliter l'accomplissement de son objet, y compris, toutes transactions sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 4.
Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales Art. 5

Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par deux cents (200) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de soixante-deux euros et cinquante cents (EUR 62,5) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social souscrit peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 L'assemblée générale des associés (**l'Assemblée Générale**) a la possibilité (*mais non l'obligation*) de décider que tout apport en numéraire ou en nature effectué en tant que prime d'émission en relation avec la souscription par n'importe quel associé sera enregistré dans un compte de prime d'émission spécifique alloué à l'associé concerné et est disponible uniquement (i) aux fins de distributions à l'associé concerné, que ce soit au moyen de dividendes, rachat de parts sociales ou autre moyen, ou (ii) pour être incorporé au capital social dans le but d'émettre des parts sociales correspondant uniquement à l'associé concerné.

5.4 L'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales, réalisés au

moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales doit être enregistré dans un compte de « *capital surplus* » conformément à la loi luxembourgeoise.

L'Assemblée Générale a la possibilité (*mais non l'obligation*) de décider que tout apport en numéraire ou en nature effectué en tant que « *capital surplus* » en relation avec la souscription par n'importe quel associé sera enregistré dans un compte de « *capital surplus* » spécifique alloué à l'associé concerné et sera disponible uniquement (i) aux fins de distribution à l'associé concerné, que ce soit au moyen de dividendes, rachat de parts sociales ou autre moyen, ou (ii) pour être incorporé au capital social dans le but

d'émettre des parts sociales correspondant uniquement à l'associé concerné.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un

(1) seul propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.2.1. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.2.2 Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (*inter vivos*) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins la moitié du capital social.

6.2.3 Si un associé a l'intention de transférer une ou plusieurs parts à un tiers cessionnaire, cet associé cédant doit envoyer un avis à la Société avec tous les détails pertinents du transfert proposé, y compris l'identité du cessionnaire, le prix de transfert, et, le cas échéant, les conditions applicables au transfert.

6.2.4 Si le transfert proposé n'est pas approuvé par les associés de la Société conformément à l'article 6.2.3, les associés peuvent, dans les trois (3) mois à compter de la date du refus, acquérir la part (les parts) sur une base d'égalité de traitement (sauf indication contraire convenue entre eux) ou obtenir l'acquisition de la part (des parts), à un prix déterminé conformément à l'article 6.2.5, sauf si l'associé cédant décide de renoncer au transfert. À la demande du gérant (des gérants), la période de trois mois peut être prolongée par le président de la chambre de la cour de Luxembourg siégeant en matière commerciale et siégeant en référé, étant entendu que cette extension ne doit pas dépasser six (6) mois.

6.2.6 Dans la mesure où les associés n'ont pas proposé d'acquérir les parts, la Société peut, dans les mêmes délais et avec le consentement de l'associé cédant, décider de (i) réduire son capital social d'un montant correspondant à la valeur nominale globale de la part (des parts) pertinente(s) et (ii) racheter et annuler ces parts à un prix déterminé conformément à l'article 6.2.6 sous réserve que le capital social n'est pas réduit en dessous du minimum requis par

la loi..

6.2.7 Pour les articles 6.2.4 et 6.2.5, le prix de transfert ou de rachat doit correspondre à la juste valeur marchande des parts déterminée de bonne foi par le conseil de gérance.

6.2.8 Si, après l'expiration de la période mentionnée ci-dessus, ni les associés existants n'ont acquis ni la Société n'a racheté les parts, l'associé cédant peut vendre librement ses parts au nouvel associé (aux nouveaux associés) proposé(s) au prix et suivant les conditions de transfert qui ont été notifiées à la Société. 6.2.8. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société ou conformément à la Loi.

6.5 La société pourra émettre des parts bénéficiaires non représentatives du capital social, qui devront être nécessairement être nominatives, et dont les droits devront être expressément déterminés par les présents statuts conformément à l'article 182 de la Loi.

III. Gestion

-

Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un gérant ou un conseil de gérance (le **Conseil**). Les gérants sont nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables *ad nutum*, avec ou sans raison, par une décision des associés.

7.3 La gestion quotidienne de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion quotidienne peuvent être déléguées à un ou plusieurs gérants, dirigeants ou autres agents,

agissant individuellement ou conjointement conformément à l'article 191(4) bis de la Loi.

Leur nomination, révocation et pouvoirs seront déterminés par une résolution du Conseil.

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1 Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil.

8.2 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.3 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de 2 gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Grand -Duché de Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun déclare avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration par écrit, par fax, par email, ou par tout autre moyen de communication similaire à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de

ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par conférence téléphonique ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la

Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4 Conflit d'intérêts

(i) procédure relative aux conflits d'intérêts

Dans le cas où un gérant de la Société a, directement ou indirectement, un intérêt financier contraire à l'intérêt de la Société dans toute opération de la Société qui est soumise à l'approbation des gérants, ledit gérant doit porter à la connaissance du Conseil l'intérêt contraire lors de la réunion du Conseil et faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. Le gérant ne peut pas prendre part aux délibérations portant sur cette opération, ne peut pas voter les résolutions portant sur cette opération et n'est pas comptabilisé dans le calcul du quorum. La transaction, et l'intérêt propre du Gérant doivent être signalés lors de l'Assemblée Générale suivante.

(ii) conflit d'intérêts du gérant unique

Tant que la Société a un gérant unique, dans l'éventualité où ce gérant unique a un intérêt contraire à l'intérêt de la Société dans le cadre d'une opération où la Société et le gérant unique seraient parties, ce conflit d'intérêts doit être mentionné dans le procès-verbal ou dans

les résolutions écrites du gérant unique, le cas échéant, approuvant l'opération.

(iii) Exceptions concernant un conflit d'intérêts.

Les dispositions de l'article 8.4(i) et (ii) ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou du gérant unique relatives à des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

(iv) impact sur le quorum

Lorsque, en raison d'un conflit d'intérêts, le nombre de gérants requis en vue de valider la délibération et de voter n'est pas atteint, le Conseil peut décider de soumettre la décision sur ce point précis à l'Assemblée Générale.

8.5 Représentation

- (i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.
- (ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes les personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1 Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en Assemblée Générale ou par voie de résolutions circulaires (les **Résolutions Circulaires des Associés**).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une

Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) que part sociale donne droit à un (1) vote.

(iv) Dans le cas où un associé est en défaut de remplir les obligations lui incombant en vertu des statuts ou de son acte de souscription ou d'engagement, les gérants peuvent suspendre son droit de vote, conformément à l'article 195 de la Loi.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les associés prenant part à une réunion par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre les unes les autres sur une base continue, et permettant une participation effective de toutes ces personnes à la réunion, sont réputés présents pour le calcul des quorums et votes, sous réserve que ces moyens de communication soient mis à disposition sur le lieu de la réunion. Dans ce cas, au moins un (1) associé ou son mandataire doit être physiquement présent au siège social de la Société et la réunion sera considérée comme tenue au siège social de la Société.

Le Conseil peut déterminer d'autres conditions qui doivent être remplies par les associés pour prendre part à toute Assemblée Générale.

Une liste de présence doit être tenue à toutes les assemblées générales des associés

(vii) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce

dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

Art.13 Droit de poser des questions

Un ou plusieurs associés détenant ensemble au moins dix pour cent (10%) du capital ou des droits de vote peut envoyer ses questions par écrit au Conseil, pour autant qu'elles concernent des opérations liées à

la gestion de la Société, ou des sociétés contrôlées par la Société ; par rapport à ce dernier point, ces questions doivent être évaluées en tenant compte de l'intérêt social des entités concernées.

En l'absence d'une réponse dans un délai d'un (1) mois, les associés concernés peuvent demander au Président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière commerciale et en référé de nommer un ou plusieurs experts afin d'élaborer un rapport sur ces opérations liées.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle Art. 14.

Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Réviseurs d'entreprises.

15.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs

réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

15.2 Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3 Conformément à l'article 198 bis de la Loi, des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions cumulatives suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil (**l'Etat Comptable Intérimaire**) qui devra faire l'objet d'un contrôle par un auditeur interne ou externe dans la mesure où il aura été nommé;

(ii) l'Etat Comptable Intérimaire montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris, et sans restriction, la prime d'émission et le

« capital surplus ») suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date de l'Etat Comptable Intérimaire;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'excès tel que reconnu lors

de l'Assemblée Générale annuelle doit, sauf s'il en est décidé autrement par le Conseil lors de la déclaration de dividendes, être considéré comme étant une avance sur le paiement des dividendes futurs ; et

(vi) dans le respect des pouvoirs appartenant au Conseil tel que disposé à l'article 19.1 ci-dessus, l'Assemblée Générale peut aussi, à l'occasion, distribuer des dividendes sous réserve de respecter les mêmes conditions (notamment l'établissement d'un Etat Comptable Intérimaire).

VI. Dissolution Liquidation

-

17.1 Sans porter préjudice à tout autre moyen de dissolution disposé dans la Loi, la Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

18.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par conférence téléphonique ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui

ensemble, constituent un seul et unique document.

18.3 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2017.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par les parties comparantes, celles-ci ont souscrit et intégralement libéré les parts sociales indiquées comme suit :

Souscripteurs	Nombre de parts	Paie ment
Frédéric PARE	100	6.250,00 €
Arthur PARE	100	6.250,00 €
Total	200	12.500,00 €

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Le notaire instrumentant constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille deux cents euros (1.200 EUROS).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée:
 - **EGCA CONSULTING SARL**, une société existante et établie en vertu des loi luxembourgeoises, ayant son siège social au 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B184813, représentée par **Monsieur Nassim ZERARGUI**, dirigeant de société, né le 25 avril 1986 à Aix-en- Provence, France, dont la résidence professionnelle est située au 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
2. Le siège social de la Société est établi au 3 boulevard royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes. Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

(signé) I. LAFOND, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 décembre 2016

Relation: EAC/2016/30124

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) A. SANTIONI

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 17 janvier 2017